

Développement de l'agriculture biologique locale :

les collectivités territoriales n'ont pas forcément le beau rôle, mais elles doivent l'assumer

Tel est l'enseignement majeur du colloque organisé à Aix-les-Bains le jeudi 14 octobre par CORABIO, organisme coordinateur en région Rhône-Alpes de l'agriculture biologique. L'intérêt n'est pas de vous rendre compte de l'intégralité de cette manifestation ; les actes, annoncés comme étant bientôt en ligne, pourront utilement vous éclairer à ce sujet en consultant le site <http://www.corabio.org>. Non, l'intérêt est plutôt de vous dire ce que j'ai retenu de significatif par rapport à l'engagement de LocoBio depuis plusieurs années pour encourager la (re)structuration de systèmes alimentaires locaux. Donc :

Une grande satisfaction car sans cet engagement et celui d'acteurs de plus en plus nombreux –chacun à son poste : professionnels et militants–, la tenue d'une telle journée serait inenvisageable. A fortiori une table-ronde entière consacrée à la question du foncier. Donc écouter les paysans lorsqu'ils énoncent quels sont exactement leurs problèmes, faire remonter, se mobiliser, cela paie.

Un espoir non moins grand car des élus étaient dans la salle. L'un d'entre eux participait même à la table-ronde en question. Et pour cause : c'est Gérard Leras, conseiller régional, qui est en charge de la politique foncière ; ce qui est nouveau à l'échelle régionale et atteste du fort dynamisme de cette entité dans un domaine (l'alimentation, l'approvisionnement de qualité) qui émerge de plus en plus comme d'intérêt public. Preuve que les rapports de force politiques et la démocratie valent bien la peine car le changement peut passer par-là.

Une preuve : la relocalisation de l'économie ne peut passer que par un changement de paradigme ou, si on veut, de mentalités : il faut réapprendre à raisonner localement, ce qui ne signifie en rien rupture d'ouverture, de solidarité, etc... (ne mélangeons pas tout). Cela signifie d'abord bien connaître les spécificités de son territoire. Ainsi, j'ai pu constater que la politique foncière de la Communauté de Communes « Pays de Sorgues Monts du Vaucluse » avait pour origine l'exceptionnel patrimoine géologique (eau) de ce territoire. Du coup, cela facilite une prise de conscience, notamment en matière de pratiques agricoles et cela façonne des politiques certes « dans l'air du temps », mais avec des déclinaisons (entrées, ordres de priorité, modalités) variables. On est vraiment en pleines dynamiques locales avec des solutions originales et innovantes qui peuvent donner de riches idées.

Des solutions en pagaille, justement ! Il y a d'abord des dispositifs valables dans tout le pays, souvent méconnus et sous-utilisés. Un exemple : la possibilité d'exonération de la taxe foncière pour les terrains agricoles exploités en bio (loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008). C'est un coût en moins pour les paysans et ils ne le savent pas toujours. Elle suppose une délibération du conseil municipal. Il faut donc connaître cette loi et faire en sorte qu'elle soit le plus largement appliquée. Il y a ensuite toutes les solutions mises en pratique grâce à l'inventivité, le courage, le travail et la collaboration étroite d'une multitude d'acteurs locaux. Je retiens l'exemple encore assez incroyable de la Mairie de Mouans-Sartoux, dans les Alpes Maritimes, qui a inauguré en juillet dernier... carrément une régie municipale agricole ! C'est simple, mais il fallait y penser et le faire : afin d'approvisionner en local et en bio sa restauration scolaire, elle a décidé de cultiver directement les produits dont elle avait besoin (d'abord les pommes de terre pour de bonnes purées, comme ça doit être bon...). Et elle voit plus loin : elle compte même recruter un professionnel de l'agriculture pour réaliser cette si louable tâche. Imaginez : on va bientôt faire des paysans des fonctionnaires ! Génial ! Pas si nulle notre époque, finalement. Bon, je passe (mais vous pouvez me contacter sur le courriel de LocoBio : [locobio@gmail.com](mailto:locobio@gmail.com)) sur tous les moyens pour favoriser l'approvisionnement local des cantines : il y en a des solutions et il s'agirait d'aller un peu plus de l'avant...

N'est-ce pas la Mairie de Chambéry ? On attend encore des informations officielles sur la date de la fin de passation du marché actuel pour les cantines. On attend aussi l'organisation d'une réunion publique avec les acteurs concernés pour envisager comment améliorer les choses ici aussi. Car la Savoie ne brille pas par son avance en matière d'agriculture bio ; c'est aussi ce qui ressort de ce colloque. Et pourtant la marge de manœuvre des politiques est là ; la demande est là ; les outils sont là.

Alors ?

© Yolaine de LocoBio

Octobre 2010